

L'Autriche sur la route des migrants

Article rédigé par *Constance Prazel*, le 06 juillet 2018

Le 14 juillet 1683, on ne fêtait pas encore la prise de la Bastille. Le 14 juillet 1683, débutait le siège de Vienne par les Ottomans, dernière grande offensive d'un Empire déjà sur le déclin contre la puissance habsbourgeoise, qui depuis deux siècles s'était posée comme le rempart contre la poussée turque en Europe.

Le 12 septembre, la victoire était emportée grâce à l'intervention de la cavalerie du roi de Pologne. C'était le début de la reconquête de l'est de l'Europe, par la Hongrie, sous occupation ottomane depuis le début du XVIème siècle.

Il est à parier que l'épisode du siège de Vienne n'évoque aujourd'hui plus grand-chose aux observateurs de la vie politique autrichienne, qui d'une manière générale ont une fâcheuse tendance à oublier les leçons de l'histoire pour comprendre les enjeux politiques. Il est utile de s'en rappeler alors que l'Autriche vient de prendre la présidence de l'Union européenne depuis le 1^{er} juillet.

La crise des migrants ne saurait être vécue de la même façon à Vienne et à Paris. Tout d'abord, parce que les flots de réfugiés transitent prioritairement par la Hongrie et par l'Autriche. Ensuite parce que l'Autriche s'est construite pendant des siècles comme l'Etat placé à l'Est pour résister à la poussée de la puissance musulmane en Europe. Et cette réalité est inscrite dans les fibres de son être.

Avoir eu des reines autrichiennes n'a jamais empêché les Français de cultiver à l'encontre du pays de Mozart une incompréhension foncière et structurelle.

Dans l'entre-deux guerres, devant la montée des périls, on n'essaie pas de comprendre l'Autriche, qui ne se jette dans les bras d'Hitler que parce qu'aucune autre voie ne lui est proposée. Pour les dirigeants de la IIIème République, le régime autoritaire du Chancelier Dollfuss ne vaut pas mieux que le régime nazi, ce qui empêche de bâtir toute politique d'équilibre intelligente face à l'hitlérisme. Dans les années 2000, ce fut l'hystérie sur le cas Haider qui prit le relais.

Dans le contexte actuel de l'Autriche de Sebastian Kurz, se réactivent les mêmes réflexes.

L'histoire étant un éternel recommencement, se réveille aussi le vieil antagonisme entre Vienne et Berlin. Le chancelier autrichien, d'accord avec l'Italie, s'oppose à la politique inconsciente d'une Angela Merkel qui ouvre grand les bras, et enfonce un coin dans son gouvernement, en obtenant le soutien du ministre de l'Intérieur bavarois Horst Seehofer, en faveur d'une politique migratoire résolument restrictive.

Depuis Paris, leur accoler l'étiquette commode de déviants d'extrême-droite est au mieux une facilité de pensée ; au pire, une erreur politique, et c'est s'empêcher de comprendre ce qui se passe en Autriche et dans les pays environnants. Aux temps de l'affaire Haider, la posture idéologique de condamnation n'a eu aucun effet sur le terrain, si ce n'est de conforter les électeurs du gouverneur de Carinthie dans leur mépris pour Bruxelles. Aujourd'hui, la Pologne, la Hongrie et l'Autriche, et maintenant l'Italie retrouvent le réflexe qui assura leur survie pendant des siècles et reconstituent une alliance de culture et de civilisation, devant des phénomènes profonds qui touchent de manière fondamentale à leur identité et à leur histoire. Le pragmatisme politique nous invite à comprendre ces mécanismes réactualisés, et à savoir les encadrer. On peut toujours rêver que nos dirigeants politiques soient plus lucides que leurs prédécesseurs...

Constance Prazel